Le Monde 16.6.98 p. 3.

Les Quinze « réfléchissent » sur les institutions de l'Union

En marge du sommet de Cardiff se déroule une bataille entre démocrates-chrétiens et républicains nationaux pour le contrôle de la droite au Parlement européen de Strasbourg

Le sommet de Cardiff, au pays de Galles, s'est ouvert lundi matin 15 juin sous la présidence de Tony Blair, le premier ministre britannique. Après le lancement, en mars 1998, des négociations sur l'élargissement de l'Union à l'Europe de l'Est, après le choix, début mai, des pays qui participeront à la monnaie unique et la mise en place de la Banque centrale européenne, ce sommet devait permettre aux chefs d'Etat et de gouvernement une réflexion sur les prochaines étapes de l'intégration européenne et sur les réformes institutionnelles nécessaires au bon fonctionnement d'une Europe élargie. La proximité des élections allemandes de septembre rend les décisions difficiles. Sur la mise en place de l'euro et la coordination des politiques économiques européennes, rien ne se fera de vraiment sérieux avant de savoir qui gouvernera à Bonn.

CARDIFF (Pays de Galles)
de nos envoyés spéciaux

A la demande du chancelier Helmut Kohl, le principal sujet de débat du sommet européen réuni à Cardiff devait être la question de savoir comment gérer une Union qui s'élargit en évitant que ses citoyens aient le sentiment que tout leur échappe.

Ce thème est devenu central dans la campagne électorale allemande et Helmut Kohl en a fait son cheval de bataille. D'où la lettre qu'il a adressée, avec le président français Jacques Chirac, aux autres gouvernements pour obtenir du sommet de Cardiff une déclaration d'intention.

Cette lettre a été discutée, dimanche soir, dans la capitale galloise, par les chefs de gouvernement et des formations politiques membres du Parti populaire européen (PPE), le rassemblement des partis centristes et chrétiens-démocrates de l'Union. Jacques Santer, président de la Commission, y a défendu le rôle de la Commission, à laquelle la lettre franco-allemande reproche de *« s'éloigner des citoyens »*.

Le chancelier a cependant reçu le soutien de ses amis politiques. François Bayrou, qui représentait la France en tant que président du conseil du PPE, affirmait, à l'issue de la rencontre qui s'est déroulée dans un grand hôtel de la campagne galloise, qu'il s'agissait aujourd'hui d'une question essentielle pour tous. Dans une interview à la BBC, le président Chirac a renouvelé ses critiques à l'égard de la Commission européenne. Il a réaffirmé que «chacun, parmi les Quinze, veut ce que nous appelons en France l'Europe des Etats, l'Europe des nations».

LUTTE D'INFLUENCE

La réunion du PPE a été en grande partie consacrée aussi à la lutte d'influence que se livrent les partis de sensibilité chrétienne-démocrate et les républicains-nationaux pour le contrôle de la droite au Parlement européen. Les dirigeants du Parti populaire, qui représente la deuxième formation de l'Assemblée, après le groupe socialiste, s'inquiètent des efforts des gaullistes français pour créer autour d'eux un nouveau rassemblement de droite qui viendrait les concurrencer à la faveur de l'élargissement.

En dépit de l'opposition du premier ministre italien Romano Prodi, chef d'une coalition de gauche mais représentant de la démocratie chrétienne italienne, qui a refusé de s'associer aux discussions, les dirigeants du PPE ont approuvé l'offre faite aux membres du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, de quitter leur alliance avec les gaullistes pour rejoindre le PPE. Une vingtaine de députés européens de Forza Italia, le principal allié de l'opposition italienne au gouvernement Prodi, viennent de franchir le pas à titre individuel. Cette décision a suscité des réticences dans certaines formations du PPE, notamment des chrétiens-démocrates belges, qui ne voient pas d'un bon œil cette *« droitisation »* du Parti populaire. Pour tenir compte de ces réticences, il a été décidé que M. Berlusconi ne serait pas admis lui-même aux réunions du PPE.

Wilfried Martens, le président du PPE, a renouvelé son appel aux dirigeants du RPR à rejoindre les rangs du principal rassemblement des forces de la droite européenne.

L'ancien premier ministre belge a indiqué qu'il avait obtenu récemment le soutien du président Chirac, mais que celui-ci se trouve dans une situation délicate. Les dirigeants du RPR sont en effet confrontés aux risques d'un éclatement de leurs troupes, lors des élections pour le renouvellement du Parlement européen qui doivent avoir lieu en 1999. Charles Pasqua a annoncé sa décision d'ouvrir une liste commune avec Philippe de Villiers.

Henri de Bresson et Philippe Lemaître

M. Chirac regrette « des centaines de décisions » de Bruxelles

Jacques Chirac estime qu'*« il y a des centaines de décisions que la Commission européenne n'aurait pas dû prendre »* et a réaffirmé son souhait d'une réforme des institutions de l'UE, y compris du fonctionnement de la Commission.

A la veille du sommet européen de Cardiff, M. Chirac a affirmé, dimanche 14 juin, à la BBC-Télévision que ces réformes étaient indispensables *« avant que le premier élargissement de l'Union »* ait lieu. *« Les institutions européennes ne fonctionnent pas très bien. Quand nous serons plus de quinze, elles ne marcheront plus du tout »*, a-t-il affirmé. Il a cité la nécessité d'une réforme de la Commission et du mode de prise de décision à l'intérieur de l'Union.

Dans une lettre, M. Chirac et le chancelier Helmut Kohl insistent sur le respect du principe de subsidiarité qui consiste à décentraliser au maximum les pouvoirs de décision européens aux échelons nationaux, régionaux et locaux. – *(AFP.)*

L'Etat de New York